RETSSA

REVUE ESPACE, TERRITOIRES, SOCIÉTÉS ET SANTÉ

ISSN-L : 2617-3085
ISSN-Impr.: 2664-2344

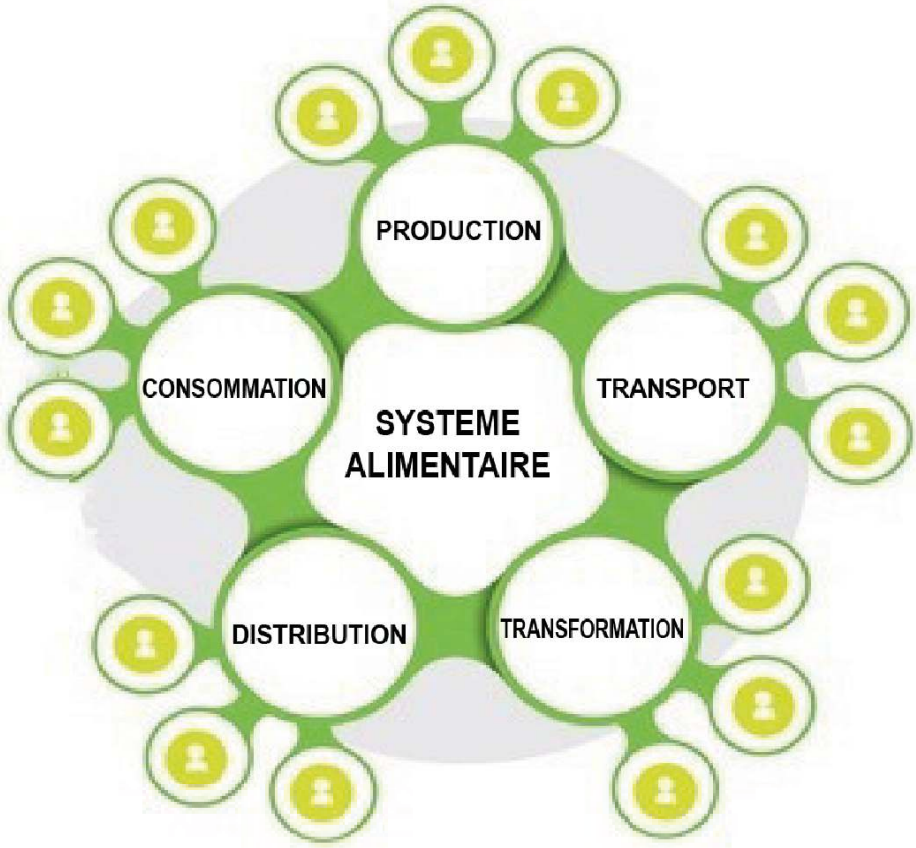
Vol. 3 N°5 Juin 2020

DOSSIER THEMATIQUE

SYSTEME ALIMENTAIRE URBAIN ET SANTE EN AFRIQUE

TOME I :

SYSTEME ET SECURITE ALIMENTAIRE : DEFIS ET ENJEUX SANITAIRES



SOUS LA COORDINATION DE

Pr Dominique MEVA'A ABOMO (HDR), Pr Parisse AKOUANGO, Dr Parfait MATOUTY

www.retssa-ci.com

GRETSSA
Groupe de Recherche Espace Territoires Sociétés Santé

REVUE ESPACE TERRITOIRES SOCIÉTÉS ET SANTÉ
Revue électronique thématique et pluridisciplinaire
Du Groupe de Recherche Espace, Territoires, Sociétés et Santé
De l'Institut de Géographie Tropicale

Professeur ANOH Kouassi Paul : **Directeur de la publication**
Université Félix Houphouët-Boigny Abidjan
08 BP 3776 Abidjan 08
République de Côte d'Ivoire
Téléphone: (225) 08 03 90 40
(225) 02 67 76 90
Courriel: anohpaul@yahoo.fr
Site Internet: www.retssa-ci.com

La Revue Espace, Territoires, Sociétés et Santé (RETSSA) est une revue semestrielle, pluridisciplinaire et thématique. Chacun de ses numéros présente un dossier thématique, tout en ouvrant ses portes à des textes hors dossier, au travers de la rubrique « Varia » dans laquelle peuvent être publiés des articles se rapportant aux différentes rubriques de la revue.

RETSSA est éditée et diffusée en ligne par le **Groupe de Recherche Espace, Territoires, Sociétés, Santé (GRETSSA)** de l'Institut de Géographie Tropicale de l'Université Félix Houphouët-Boigny d'Abidjan (Côte d'Ivoire).

Elle est dotée d'un comité scientifique national et international.

La Revue Espace, Territoires, Sociétés et Santé est en accès libre et gratuit pour les auteurs et les lecteurs, en texte intégral en ligne sur le site www.retssa-ci.com.

Les opinions émises dans les articles n'engagent que leurs auteurs. La revue se réserve le droit d'y opérer des modifications, pour des raisons éditoriales.

Groupe de Recherche Espace, Territoires, Sociétés et Santé
Institut de Géographie Tropicale
Université Félix Houphouët-Boigny
Abidjan – Côte d'Ivoire

REVUE ESPACE TERRITOIRES SOCIÉTÉS ET SANTÉ

Directeur de la publication

Professeur ANOH Kouassi Paul

Comité de Rédaction

- Prof. OSSEY Yapo Bernard, Université Nangui Abrogoua, Abidjan (Côte d'Ivoire)
- Dr. YMBA Maïmouna, Université Félix Houphouët-Boigny Abidjan
- Dr. TUO Péga, Université Félix Houphouët-Boigny Abidjan
- Dr. EBA Arsène, Université Félix Houphouët-Boigny Abidjan

Comité scientifique et de lecture du RETSSA

- ANOH Kouassi Paul, Professeur Titulaire, Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan
- KOFFIE-BIKPO Céline Yolande, Professeur Titulaire, Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan
- KOLI BI Zuéli, Professeur Titulaire, Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan
- OUATTARA Soualiho, Maître de Conférences Agrégé Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan
- OSSEY Yapo Bernard, Professeur Titulaire, Université Nangui Abrogoua, Abidjan
- ALLA Della André, Maître de Conférences, Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan
- YAO Gnambeli Roch, Professeur Titulaire, Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan
- OLADOKOUN Wonou David, Professeur Titulaire, Université de Lomé, Togo
- KUDZO Sokemawu, Professeur Titulaire, Université de Lomé, Togo
- VIMENYO Messan, Maître de Conférences, Université de Lomé, Togo
- Patrick POTTIER, Maître de Conférences, Université de Nantes, France
- KOFFI Brou Emile, Professeur Titulaire, Université Alassane Ouattara, Bouaké
- DIBI Kangah Pauline, Maître de Conférences, Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan
- KONAN Kouadio Eugène, Maître de Conférences, Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan
- KABLAN N'Guessan Hassy Joseph, Maître de Conférences, Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan
- KASSI-DJODJO Irène, Maître de Conférences, Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan
- KOFFI-DIDIA Adjoba Marthe, Maître de Conférences, Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan
- YAPI-DIAHOU Alphonse, Professeur Titulaire, Université Paris 8, France
- KOUADIO Anne Marilyse, Maître de Conférences, École Normale Supérieure (ENS), Abidjan
- MONDE Sylvain, Professeur titulaire, Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan
- COURTIN Fabrice, Chargé de recherche, Institut Pierre Richet, Bouaké, Côte d'Ivoire

RETSSA
REVUE ESPACE, TERRITOIRES, SOCIÉTÉS ET SANTÉ

Vol. 3, No. 5, Juin 2020

SOMMAIRE

DOSSIER THÉMATIQUE : « Système alimentaire urbain et santé en Afrique »

Tome 1: Système et sécurité alimentaire: défis et enjeux sanitaires

Pr Dominique MEVA'A ABOMO, Pr Parisse AKOUANGO et Dr Parfait MATOUTY

Editorial : Système alimentaire urbain et santé en Afrique. (Système et sécurité alimentaire: défis et enjeux sanitaires)---------- 2-11

1ère Partie : Contribution épistémologique et théorique sur les systèmes alimentaires urbains---------- 12

1- MEVA'A ABOMO Dominique et AMBATTA NYORO Hervé
Système alimentaire métropolitain, métropolité alimentaire et santé : analyse conceptuelle, théorisation et expérience africaine ---------- 13-31

2ème Partie : Production agraire et santé dans les systèmes alimentaires urbains ---------- **32**

2- YOLOU Isidore
Fondements et système de production maraîchère dans la commune d'Athieme (sud-ouest du Bénin) ---------- 33-48

3- DOUDOUA Yassine, YENGUE Jean Louis et DJONDANG Koye
Le maraîchage : technique de production et difficultés rencontrées par les producteurs de Moundou au Tchad ---------- 49-66

4- SOMA Assonsi

Cultures maraichères autour de la zone industrielle de Kossodo à Ouagadougou : pratiques, circuits de commercialisation et risques sur la sante des citadins ---------- 67-78

5- DIARRA Ali
Kossou : un pôle de production halieutique en décadence ---------- 79-91

3ème Partie : Sécurité alimentaire et santé dans les systèmes alimentaires urbains ---------- 92

6- ADAYE Akoua Assunta
Production et conservation de la semoule de manioc (attieke), dans la ville de Bouaké (Côte d'Ivoire) ---------- 93-108

7- MILLOGO Roch Modeste, SOURA Bassiahi Abdramane et COMPAORE Yacouba, MILLOGO Tieba
Insécurité alimentaire en milieu urbain africain : les évidences de l'observatoire de population de Ouagadougou ---------- 109-124

8- POLA Gyscard Merlin et NJIEMESSA NKOUANDOU Marcel
Marginalisation sociosanitaire et insécurité alimentaire des personnes âgées vivant en milieu urbain camerounais : cas de Douala ---------- 125-140

9- KOLAOUNA LABARA Bruno et WOUDAMMIKE Joseph
Conflits armés, reconfiguration spatiale des pôles de commerce et impacts sur la sécurité alimentaire à l'extrême-nord Cameroun ---------- 141-156

10- GUIRYAM Richard, LEMOUOGUE Joséphine, BOUYO KWIN Jim Narem et KAHOU NZOUYEM Jasmine Laurelle
Afflux des refugies centrafricains et accroissement de l'insécurité alimentaire a Maro (sud du Tchad). Quelles conséquences sur la sante ? ---------- 157-171

4ème Partie : VARIA ---------- 172

11- MIHINDOU-BOUSSOUGOU Parfait
Conditions de travail et risques de contamination par accident d'exposition au sang chez les sages-femmes infirmiers et médecins urgentistes du CHU de Libreville-Gabon ---------- 173-182

12- KOLAOUNA LABARA Bruno, LUFULUABO MUKENDI et WOUDAMMIKE Joseph
Déterminants de la faible participation économique et intégration sociale des femmes ex-associées de Boko-Haram dans les zones de conflits de l'extrême-nord Cameroun ---------- 183-200

13-ESSO Lasme Jean-Charles Emmanuel, ADO Adjoua Flore Viviane, EZOUATCHI Rebecca et GUEU Flore
Perceptions des populations face à l'excision et au mariage précoce dans huit districts sanitaires de la Côte d'Ivoire ---------- 201-212

14- TEWECHE Abel, ELOUNDOU MESSI Paul Basile et MBANMEYH Marie Madeleine
Contribution socio-économique et thérapeutique des produits forestiers non ligneux sur les marchés de Maroua (extrême-nord, Cameroun) ---------- 213-225

Quatrième Partie

VARIA

Vol. 3, No. 5, Juin 2020, pp. 183-200 www.retssa-ci.com

DETERMINANTS DE LA FAIBLE PARTICIPATION ECONOMIQUE ET INTEGRATION SOCIALE DES FEMMES EX-ASSOCIEES DE BOKO-HARAM DANS LES ZONES DE CONFLITS DE L'EXTREME-NORD CAMEROUN

DETERMINANTS OF THE LOW ECONOMIC PARTICIPATION AND SOCIAL INTEGRATION OF EX-ASSOCIATED WOMEN OF BOKO-HARAM IN THE CONFLICT AREAS OF FAR NORTH CAMEROON

[1] KOLAOUNA LABARA Bruno, [2]MUKENDI LUFULUABO et [3]WOUDAMMIKE Joseph

[1] Attaché de recherche, Institut de Recherche Agricole pour le Développement (IRAD, Maroua, Cameroun), Doctorant, Département de Géographie, Université de Maroua-Cameroun, brunolabara@gmail.com

[2] Enseignant-Chercheur, Chargé des Affaires Académiques et de Coopération, Institut Supérieur des Techniques Appliquées et de Management, Cameroun
Doctorant, École Supérieure des Sciences et Techniques de l'Information et de la Communication, Université de Yaoundé 2, Cameroun
mukendipapy@gmail.com

[3] Enseignant-Chercheur, Chargé de cours, Département d'Histoire, Université de Maroua-Cameroun, woudamike@yahoo.fr

KOLAOUNA LABARA Bruno, MUKENDI LUFULUABO et WOUDAMMIKE Joseph. Determinants de la faible participation economique et integration sociale des femmes ex-associees de boko-haram dans les zones de conflits de l'extreme-nord Cameroun. *Revue Espace, Territoires, Sociétés et Santé, 3 (5), 183-200.* [En ligne] 2020, mis en ligne le 30 Juin 2020, consulté le 2020-07-05 05:49:44, URL: https://www.retssa-ci.com/index.php?page=detail&k=100

RESUME

L'apport des femmes dans les activités économiques n'est pas toujours reconnue à sa juste valeur, car souffrant d'une certaine invisibilité et de contraintes socio-culturelles, institutionnelles et géopolitiques. C'est le cas dans les zones de crise sécuritaire à l'Extrême Nord Cameroun où les femmes victimes du conflit lié à Boko-Haram connaissent des difficultés pour leur réintégration socio-économique. Cela justifie cette étude visant à évaluer le niveau de participation économique des femmes ex-associées de Boko-Haram et leur niveau d'insertion sociale au sein des communautés d'accueil, en essayant de comprendre les facteurs expliquant les difficultés d'intégration. Pour ce faire, une approche empirique a permis de recueillir des données sur la situation économique et sécuritaire dans la région, sur les activités économiques des femmes, ainsi que les perceptions des communautés sur l'intégration des femmes victimes de guerre, en particulier les ex-associées du groupe armé. Les résultats ont permis de déterminer que les départements du Logone et Chari, du Mayo-Sava et du Mayo-Tsanaga représentent les principales zones de crises de la région et où l'on retrouve le plus d'ex-associées. Ici, les activités économiques sont au ralenti, et les femmes, notamment ex-associées, en sont

Copyright © Groupe de Recherche Espace, Territoires, Sociétés et Santé

particulièrement affectées, car, en plus de la conjoncture généralisée, elles doivent faire face à toutes formes de frustrations et de stigmatisation. Une situation qui appelle à renforcer la sécurité pour ramener la paix, et étendre des sensibilisations pour promouvoir la cohabitation pacifique et la cohésion sociale, devant contribuer à ramener un climat favorable à l'intégration socio-économique de toutes les communautés confondues.

Mots clés : Participation économique, Intégration sociale, Crise sécuritaire, Ex-associées, Boko-Haram, Extrême-Nord Cameroun

ABSTRACT

The contribution of women in economic activities is not always recognized at its fair value, as it suffers from a certain invisibility and from socio-cultural, institutional and geopolitical constraints. This is the case in the security crisis zones in Far North Cameroon where women victims of the Boko Haram conflict are experiencing difficulties in their socio-economic reintegration. This justifies this study aimed at assessing the level of economic participation of women ex-associates of Boko-haram and their level of social integration within the host communities, by trying to understand the factors explaining the difficulties of integration. To do this, an empirical approach made it possible to collect data on the economic and security situation in the region, on the economic activities of women, as well as the perceptions of communities on the integration of women victims of war, in particular the ex -associated with the armed group. The results made it possible to determine that the departments of Logone and Chari, Mayo-Sava and Mayo-Tsanaga represent the main crisis zones in the region and where we find the most ex-associates. Here, economic activities are slowing down, and women, especially ex-associates, are particularly affected because, in addition to the general economic situation, they have to face all forms of frustrations and stigmatization. A situation that calls for strengthening security to bring peace, and spreading awareness to promote peaceful coexistence and social cohesion, which should help bring about a climate favorable to the socio-economic integration of all communities.

Keywords: Economic participation, Integration, Security crisis, Ex-associates, Boko-Haram, Far North Cameroon

INTRODUCTION

Les femmes apportent des contributions importantes à l'économie dans toutes les régions en développement du monde, bien que leur réelle contribution à la production économique soit généralement méconnue (A. Robert, 2011, p. 11). Mais alors même qu'elles pénètrent sur les marchés et s'engagent dans la production, elles se retrouvent face à des contraintes et à des possibilités différentes de celles des hommes. Les tabous sociaux et culturels attribuent aux deux sexes des rôles distincts de production et de reproduction qui limitent l'accès des femmes au marché et restreignent leur mobilité professionnelle et sectorielle (OCDE, 2008, p. 131). Ce constat questionne la participation et l'insertion féminine dans les activités socio-économiques et de développement. M. Sourang, A. Beaudoin et É. Carey-Bélanger (1998, p. 297-298) qualifient par implication économique, une notion dynamique pour représenter les activités génératrices de revenus de vente ou de production réalisées individuellement ou en groupe. Le concept d'intégration sociale fait référence à l'identification du sujet à la famille, au milieu et à l'environnement socioculturel. Il renvoie également au sentiment d'appartenance communautaire. La participation et l'insertion socio-économique féminine renvoie ici au pouvoir de production des femmes au sein de leur communauté, par rapport à celle des hommes.

Copyright © Groupe de Recherche Espace, Territoires, Sociétés et Santé

Au Cameroun, il est connu que la région de l'Extrême-Nord est la région la plus pauvre du pays avec un taux de pauvreté de 74% d'après les résultats de l'Enquête Camerounaise auprès des ménages (ECAM 4, 2017). Le document de stratégie pour la croissance et l'emploi (DSCE, 2010), document de référence pour l'action gouvernementale pour la décade 2010-2020, indiquait déjà au début de la décennie que la même région était la plus pauvre du pays avec à ce moment-là un taux de pauvreté de 56%. Ce qui indique une croissance du niveau de pauvreté de plus de 18%, principalement imputable aux bouleversements géopolitiques et socio-économiques liés aux conflits armés qui minent la région.

En effet, depuis l'année 2013, la région de l'Extrême-Nord du Cameroun traverse une crise sécuritaire liée au phénomène Boko-haram, dont les conséquences sont désastreuses pour les communautés, notamment de par les pertes humaines et les profonds déséquilibres socio-économiques. Face aux attaques répétées des terroristes, les populations se sont vues obligées de fuir leurs localités d'origine pour des zones mieux sécurisées. Cependant, avec la tendance à l'accalmie, plusieurs personnes déplacées internes retournent progressivement dans leurs localités d'origine, au point où on enregistre plus de 59 398 Retournés répartis dans 7 347 ménages, qui ont été recensées au cours de l'année 2017.

Cependant, les retours de ces derniers sur leurs terres ne s'accompagnent pas toujours d'un retour à la situation normale d'antan. Les effets de l'extrémisme violent ont aggravé la situation d'extrême pauvreté qui y régnait déjà. Les personnes retournées éprouvent des difficultés à se réintégrer dans leur communauté d'origine, du fait du manque d'activités génératrices de revenus, ce qui augmente leur vulnérabilité. Dans cette situation, les femmes se voient particulièrement affectées, car disposant de moins d'opportunités économiques par rapport aux hommes, compte tenu du contexte culturel et religieux de la zone. Or le rôle de ces dernières au sein des ménages est très déterminant, avec un emploi du temps qui laisse peu, et de moins en moins de temps aux loisirs, faisant intervenir la notion du triple emploi de temps des femmes, qui renvoie à celui de leur activité économique (qu'elle soit principale ou secondaire), celui de leur activité domestique, et celui de leur activité communautaire (J. Charmes, 1996, p. 36)

Les inégalités hommes/femmes perdurent et les faiblesses des femmes sont très largement le fruit de leur invisibilité, d'inégalités d'accès aux ressources et de l'inadéquation des cadres réglementaires et des procédures classiques d'accompagnement de projets (I. Guérin, 2005, p. 1). L'Organisation Internationale du Travail, en publiant les tendances sur le travail des femmes en 2017, indiquait également que les écarts entre les hommes et les femmes dans le monde du travail restent considérables et sont dus tout d'abord à l'accès limité des femmes au marché du travail. Les femmes ont nettement moins de chances que les hommes de participer au marché du travail, qu'il s'agisse d'avoir un emploi ou d'en rechercher un. L'Afrique enregistre les écarts les plus prononcés à raison de moins de 30%, contre une moyenne mondiale de 49%. En outre, une fois sur le marché du travail, les femmes ont un accès restreint aux possibilités d'emploi de qualité (OIT, 2017, p. 7). Ceci suscite une interrogation relative aux possibilités qui s'offrent aux femmes de pouvoir participer activement aux activités économiques en contexte de crise, quand on sait qu'elles représentent les premières victimes. Cette réflexion justifie cette recherche dont l'objectif est d'évaluer le niveau de participation économique des femmes ex-associées du groupe Boko-Haram et leur niveau d'insertion sociale. Il s'agit plus précisément d'évaluer le niveau d'insertion professionnelle des femmes ex-associées au sein des communautés d'accueil dans les zones de crise sécuritaire, ainsi que d'identifier les activités économiques menées par

Copyright © Groupe de Recherche Espace, Territoires, Sociétés et Santé

différentes catégories de femmes, afin de déterminer les facteurs expliquant leur niveau de participation économique limité.

1. METHODOLOGIE

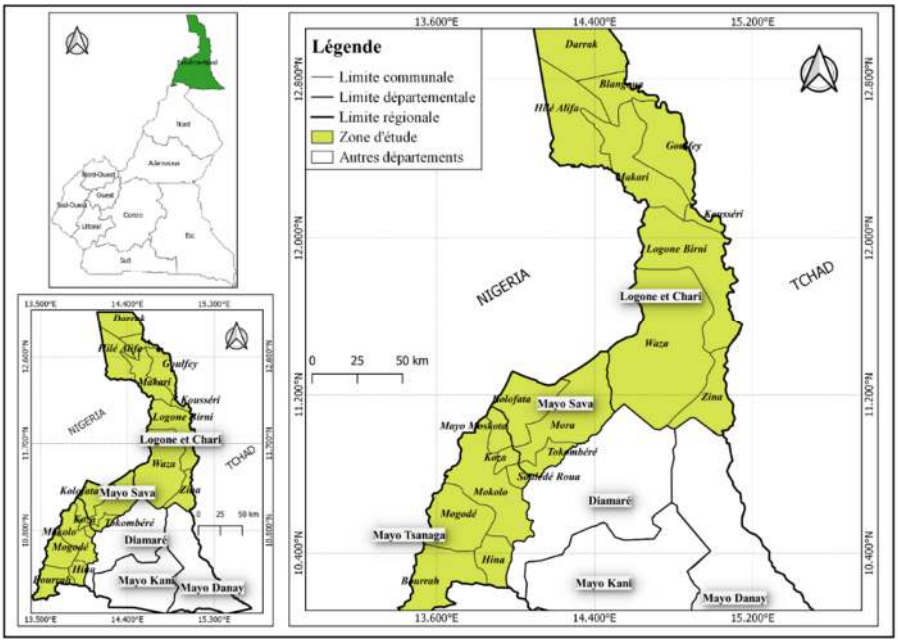
1.1. Caractérisation de la zone d'étude

L'étude porte sur trois des six départements que compte la région de l'Extrême-Nord. Il s'agit des départements du Logone et Chari (dix communes), du Mayo-Sava (trois communes) et du Mayo-Tsanaga (sept communes). La zone est comprise entre 10,063°N et 13,113°N, et entre 13,396°E et 15,165°E. Elle est limitée à l'Est par le Département du Diamaré, le département du Mayo-Kani et le Tchad, au Sud par le département du Mayo-Louti dans la région du Nord Cameroun, au Nord par le Lac Tchad et à l'Ouest par le Nigéria (Carte n°1).

Les départements du Mayo-Tsanaga et du Mayo-Sava sont les zones de montagne des Monts-Mandaras avec une altitude de 600 à 1200m, et un climat légèrement plus doux avec une pluviométrie de 900 à 1000mm/an. Le département du Logone et Chari représente, lui, la zone de plaine et se subdivise en la plaine du Logone et le delta du lac Tchad. L'altitude est comprise entre 150 et 320m. On y retrouve néanmoins quelques monts isolés dans la zone. Cette zone présente des caractéristiques des zones arides où le climat se caractérise par une saison sèche très longue (9 mois) et des précipitations plus faibles (400 à 700 mm/an).

On dénombre plus de 1 779 056 individus habitant les 19.263 km^2 que couvre la zone d'étude (Carte n°1). Il s'agit des mêmes peuples de part et d'autre de la frontière avec le Nigéria ou le Tchad voisins, notamment les peuples Kanouri, arabes choa, Mafa, Mandara, Kapsiki, Peulhs, Mousgoum et Kotoko. Ils y pratiquent principalement l'agriculture, l'élevage, la pêche et le commerce.

Carte n°1 : Localisation de la zone d'étude



Source de données : Relevés GPS, Google Earth 2019 *Réalisation : Bruno K. Labara, 2020*

Copyright © Groupe de Recherche Espace, Territoires, Sociétés et Santé

Ces trois départements étudiés sont les principales cibles des attaques terroristes de par leur frontière commune avec le Nigéria où est basée la bande armée Boko-Haram. C'est dans ces mêmes départements qu'on enregistre les principaux mouvements migratoires des personnes victimes de guerre, notamment les personnes déplacées internes et surtout les retournés et les ex-associés du groupe armé.

1.2. Collecte des données

1.2.1. Collecte des données secondaires

Elles regroupent les données au préalable collectées et parfois analysées dans le cadre d'autres travaux et recherche, des statistiques officielles ou des données bibliographiques. Il s'agit principalement des données sur les nombres d'attaques terroristes dans les différentes communes, les effectifs des personnes victimes de guerre et ex-associées, recueillies dans les rapports des organisations internationales œuvrant à travers des projets sur le terrain (PNUD, OIM, International, Crisis, Group), ou encore des statistiques économiques officielles issues des différents sondages et enquêtes menées par les instituts spécialisés, notamment les Enquêtes camerounaises auprès des ménages et l'Enquête sur l'emploi et le secteur informel, menées par l'Institut National de la Statistique.

1.2.2. Collecte des données primaires

1.2.2.1. Echantillonnage

L'étude s'est appuyée sur une approche empirique utilisant des enquêtes auprès des communautés cibles dans les principales localités de la zone d'étude. Pour ce faire, des enquêtes par sondage ont été effectuées. La méthode d'échantillonnage choisie est la méthode non probabiliste, car la base de sondage constituée à la fois des communautés ex-associées et communautés hôtes n'est pas exhaustive. C'est pour cette raison que la technique d'échantillonnage par réseau ou effet boule de neige a été privilégiée, car les personnes ex-associées ciblées par l'étude vivent pour la plupart en réclusion dans les localités d'accueil. Par cette technique, les individus enquêtés proposaient d'autres individus répondant aux mêmes critères pour l'enquête. Cependant, les personnes ex-associées n'ont pas été les seules enquêtées, les membres des communautés d'accueil ont également participé aux enquêtes dans un souci de rapprocher les perceptions subjectives des perceptions objectives sur la situation des femmes ex-associées.

C'est ainsi que des entrevues à l'aide de fiches d'enquête ont été menées, sur la période allant de Juillet à Octobre 2019, auprès de 242 personnes issues de différents groupes dans les trois blocs d'étude que représentent les trois départements (Logone et Chari : 91 personnes ; Mayo-sava : 60 personnes ; Mayo-Tsanaga : 91 personnes), avec un ratio de 50% d'ex-associés par rapport aux membres des communautés d'accueil. En clair, à chaque individu ex-associé enquêté dans une localité, était confronté un membre de la communauté d'accueil. Par ailleurs, 126 entreprises de différents secteurs d'activités ont été interrogées sur leur potentiel d'employabilité, notamment pour les femmes des communautés d'accueil et les femmes ex-associées au groupe armé Boko-Haram (Logone et Chari : 48 entreprises ; Mayo-Sava : 31 entreprises ; Mayo-Tsanaga : 47 entreprises). Les promoteurs de ces entreprises représentaient les individus choisis dans cet échantillon.

1.2.2.2. Enquêtes de terrain et données géospatiales

Il s'agit des données directement collectées sur le terrain, notamment les données d'enquêtes statistiques et les données spatiales.

Le mode opératoire consistait en des entretiens directs et indirects par questionnaire avec les personnes ex-associées, les membres des

Copyright © Groupe de Recherche Espace, Territoires, Sociétés et Santé

communautés d'accueil et les chefs d'entreprises dans les différents chefs-lieux de communes de la zone d'étude. Ces individus étaient au préalable identifiés comme résidant dans la localité et appartenant effectivement au groupe social ciblé. La technique de sondage par réseau était utilisée pour identifier et sélectionner les individus à interroger. Ainsi, lorsque des individus correspondant au profil recherché étaient choisis et interrogées, ceux-ci fournissaient des informations pour l'identification et le choix d'individus suivants. Cette technique était valable aussi bien pour les ex-associés, les membres des communautés d'accueil que pour les promoteurs d'entreprises. En outre, des entrevues via informateurs-clés ont été menées avec des personnes ressources bien informées sur le sujet, à l'instar des chefs traditionnels, des leaders religieux et des chercheurs ayant participé à différentes initiatives en rapport avec les conflits et les personnes ex-associées dans la zone étudiée.

En plus des données d'enquête, des données spatiales ont également été collectées telles que les relevés de positionnement global (GPS) et images satellites (Google earth) des localités sur lesquelles porte l'étude. Il s'agit des zones et sites où on retrouve les personnes cibles que sont les ex-associés, ainsi que les zones et sites affectés par les conflits.Les données collectées portaient sur la situation des femmes ex-associées, leurs secteurs d'activités, ainsi que sur leurs opportunités économiques et intégration communautaire.

1.3. Traitement et analyse des données

Les tableurs informatiques ont été mis à contribution pour favoriser les traitements et analyses statistiques des données d'enquête, à l'instar du programme XLSTAT 2019.
Les données spatiales concernant les zones de conflits, les répartitions des effectifs des personnes ex-associées et les opportunités économiques ont été traitées à l'aide du programme de système d'information géographique QGIS 3.8.3 (2019), afin de produire les cartes de localisation, les cartes d'analyse, ainsi que les cartes de synthèse.

2. RESULTATS

2.1. Les femmes, des cibles vulnérables aux enrôlements terroristes

Les attaques de la bande armée Boko-Haram ont commencé par des assauts armés pour muter progressivement en attaques de type kamikazes, opérées principalement par des femmes transformées en bombes humaines. Ces dernières représentent les catégories de personnes qui se font facilement manipulées et enrôlées par les terroristes. L'explication se trouvant notamment dans le fait que leur niveau d'instruction est généralement très faible par rapport à celui des hommes dans cette partie du Cameroun. Ce qui limite de ce fait leur capacité de prise de conscience des réels motifs des enrôlements, ainsi que leur capacité même de riposter aux gourous, sans perdre de vue que l'autorité masculine est également très prononcée au sein des principaux groupes ethniques qui peuplent la zone étudiée (hamito-sémites, paléo-soudanais). En plus de celles-ci, d'autres femmes suivent plutôt leurs époux combattants du groupe Boko-Haram, et d'autres sont enrôlées de force dans le groupe. Sans défense, elles font généralement l'objet, soit de fausses promesses d'argent qui serviraient à les sortir de la pauvreté, soit de mauvaises interprétations des textes religieux où les gourous leur font croire que par leur acte, elles accomplissent un devoir sacré devant leur assurer l'accès au « paradis ».

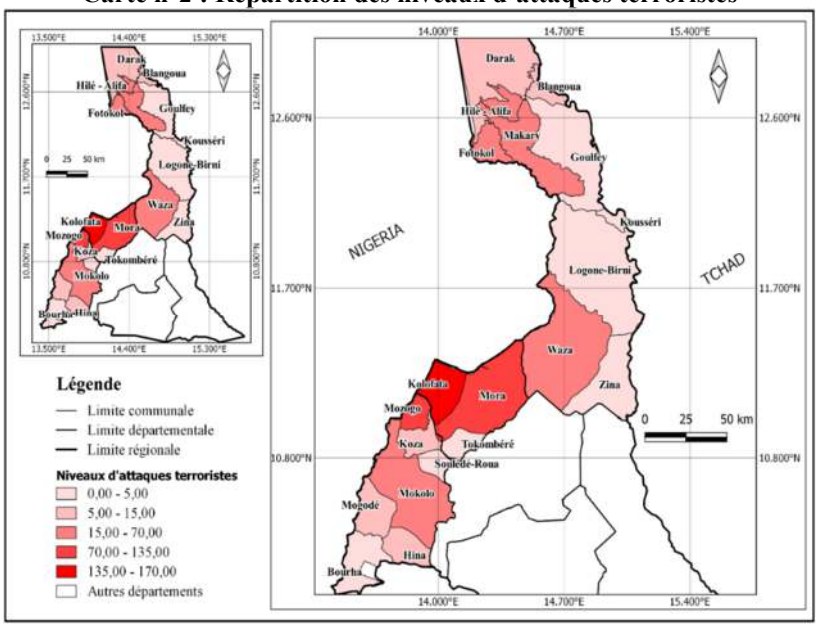
Dans d'autres cas lorsqu'elles ne sont pas facilement manipulables, elles font l'objet de prises d'otages et contrairement aux précédentes, c'est sous la contrainte qu'elles se voient

Copyright © Groupe de Recherche Espace, Territoires, Sociétés et Santé

accomplir ces sales besognes kamikazes sous peine de menaces pour leurs proches et familles.

La répartition de ces attaques varie en fonction des zones (Carte n°2)

Carte n°2 : Répartition des niveaux d'attaques terroristes



Source de données : Relevés GPS, ICG 2019 *Réalisation : Bruno K. Labara, 2020*

Il ressort de cette carte n°2 que les attaques sont inégalement réparties d'une commune à une autre. Les communes de Kolofata, Mora, Mozogo Mokolo, Fotokol, Waza, Makary, sont celles qui sont les plus régulièrement visées, d'autant plus qu'elles sont en même temps les plus densément peuplées, et les plus dynamiques d'un point de vue économique, voire touristique. Malgré une tendance à la baisse des attaques en 2019, la paix traine à s'installer définitivement.

2.2. Un retour progressif des personnes ex-associés aux bandes armées

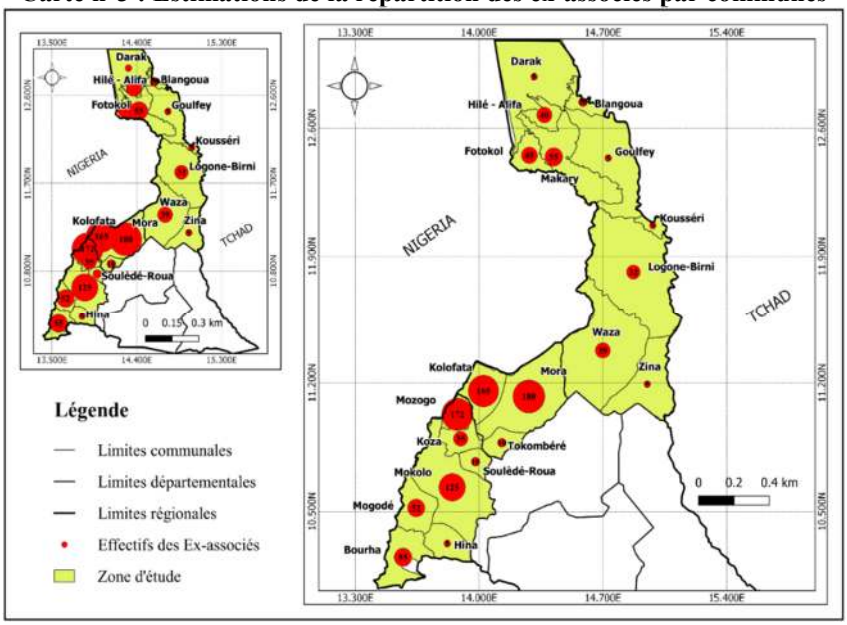
Les personnes qualifiées d'ex-associés concernent les personnes ayant été impliquées dans les activités terroristes et ayant abandonné les bandes armées pour un retour à la vie normale en communauté. On y distingue généralement différentes catégories de personnes, à savoir les ex-combattants, les ex-otages, les repentis, les veuves des combattants tués ou encore les épouses d'ex-combattant repentis. Les femmes ex-otages correspondent à celles qui avaient été enrôlées sous la contrainte, les repenties sont celles ayant pris conscience, changé d'idéologie et quitté volontairement le groupe armé, ou ayant bénéficié d'opérations de sauvetage menées par les forces de défense. Les épouses des ex-combattants repentis suivent généralement leurs époux, et celles de combattants tués lors d'opérations militaires optent pour un retour à la vie normale, car ayant perdu toute motivation ou raison de rester dans le groupe.

De retour, elles se réfugient au sein des communautés d'accueil, mais préférant garder un mode de vie en réclusion qui ne facilite pas toujours l'obtention de données exactes en rapport avec leur identification, leur caractérisation et leurs mouvements. Néanmoins, les enquêtes effectuées dans les

Copyright © Groupe de Recherche Espace, Territoires, Sociétés et Santé

villages ont permis d'en faire des estimations ressorties par la Carte n°3.

Carte n°3 : Estimations de la répartition des ex-associés par communes



Source de données : Relevés GPS, Enquêtes de terrain 2019 *Réalisation : Bruno K. Labara, 2020*

La carte n°3 révèle que les personnes ex-associées sont plus nombreuses dans les communes de Mora, Mozogo, Kolofata et Mokolo. Il s'agit des mêmes communes qui connaissaient déjà les plus grands nombres d'enrôlements, ainsi que les plus grands nombres d'attaques terroristes. La raison pourrait se trouver dans le fait que les personnes enrôlées pouvaient revenir dans leurs localités d'origine mener des attaques, et par la suite ayant abandonné les armes et l'idéologie extrémiste comme c'est le cas des ex-combattants, ou bénéficié d'occasions de fuite et de sauvetage par les forces de défense comme c'est le cas des ex-otages, reviennent sur leurs terres, étant habitées et animées par un sentiment d'attachement communautaire et de volonté de retour en famille. En revanche, ces retours en communauté ne sont pas toujours aisés et la possibilité de prise en charge des personnes ex-associées est encore plus problématique que celle des membres de la communauté locale, au vu du contexte socio-économique et professionnel qui prévaut dans ces zones de crise sécuritaire, et compte tenu du fait que les conflits ne sont toujours pas achevés. On continue alors d'enregistrer des attaques et cette crise a paralysé les activités économiques et augmenté le niveau de pauvreté à plus de 76% (contre 34% sur le plan national et 56% en 2010 avant le début du conflit). Les marchés périodiques qui représentaient les pôles économiques autour desquels foisonnaient différentes activités ont été fermés dans les localités attaquées par décision des autorités administratives, compliquant également la réintégration économique des personnes ex-associées, principalement les femmes.

Copyright © Groupe de Recherche Espace, Territoires, Sociétés et Santé

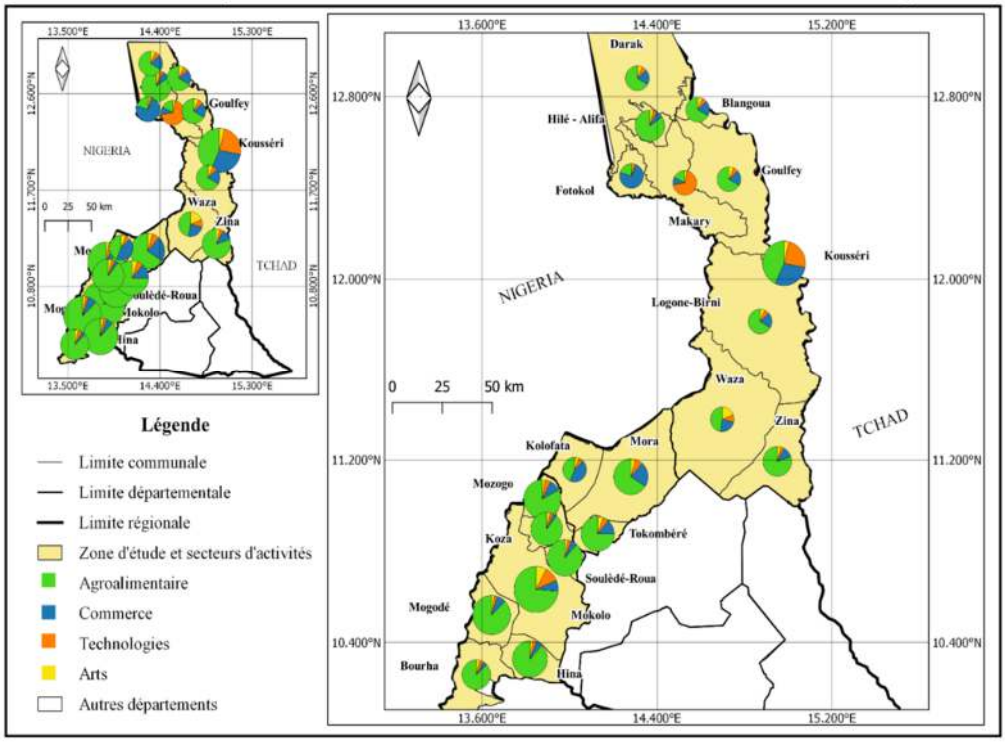
2.3. Réintégration socio-économique des femmes ex-associées

De retour en communauté, les ex-associés recherchent le mode de vie d'antan, d'avant la crise. Cependant l'environnement et les opportunités économiques ont changé, tout comme les perceptions et regards portés par les membres des communautés d'accueil.

2.3.1. Contexte économique et employabilité des femmes

La crise sécuritaire et les nombreuses attaques terroristes ont causé des bouleversements au sein des activités socioéconomiques dans les zones affectées. Les secteurs d'activités les plus sollicités par les acteurs varient d'une zone à une autre (Carte n°4), et ce, en fonction de l'ampleur desdites activités.

Carte n°4 : Répartition des niveaux d'exercice des activités socio-économiques



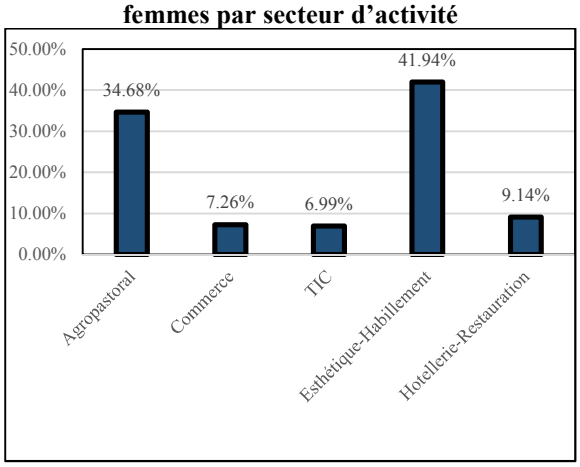
Source de données : Relevés GPS, Enquêtes de terrain 2019 ***Réalisation : Bruno K. Labara, 2020***

La carte n°4 révèle que le secteur de l'agroalimentaire reste et demeure le secteur d'activité privilégié pour les communautés dans les différentes zones, ainsi que le commerce. Les zones du Mayo-Tsanaga sont les principales zones de production agroalimentaire de par les terres arables jonchant les massifs montagneux ainsi que la main d'œuvre abondante, qui favorisent une importante production agricole, aussi bien pour les céréales que les tubercules entre autres. Les zones du Logone et Chari et du Mayo-Sava par contre sont de grandes zones de commerce. Cependant, la recrudescence d'actes terroristes contribue encore plus à augmenter le taux de pauvreté qui témoigne d'une dégradation progressive des conditions de vies des populations. Cette situation a des effets sur le niveau d'employabilité des femmes, puisque sur les 126 microentreprises enquêtées, on a dénombré sur un total de 1474

Copyright © Groupe de Recherche Espace, Territoires, Sociétés et Santé

emplois, que 362 emplois sont attribués aux femmes, soit 24,55%, contre 1112 emplois attribués aux hommes, soit 75,45%. Ces emplois attribués aux femmes dans les microentreprises varient en fonction des secteurs d'activités (Graphique n°1).

Graphique n°1 : Niveaux d'employabilité des femmes par secteur d'activité

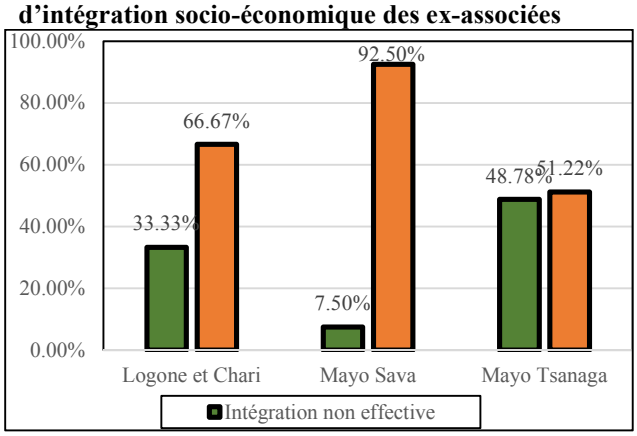


Source : Enquêtes de terrain, 2019

Le graphique n°1 illustre le fait que les emplois attribués aux femmes sont pour la plupart orientés vers les domaines de l'agropastoralisme, de l'esthétique-habillement et de l'alimentaire ou restauration. Les femmes, en effet, sont les garantes de l'agriculture d'auto-consommation familiale et du petit élevage (petits ruminants, volailles), surtout en zone rurale. En zone urbaine et périurbaine, elles pratiquent les métiers de beauté féminine (coiffure et couture) et de restauration qui sont des activités traditionnellement de l'ordre et de l'expertise de la femme. Les domaines du commerce et des technologies de l'information et de la communication sont surtout l'apanage des hommes, qui ont généralement un niveau d'instruction plus élevé que celui des femmes. En outre, comme chefs de familles, les hommes s'approprient les activités produisant les revenus les plus élevés.

Étant donné la taille et le lieu d'exercice des petites entreprises (entre 10 et 50 employés) et des microentreprises (entre 01 et 10 employés), lorsque celles-ci emploient du personnel féminin, c'est de façon informelle. C'est pourquoi les femmes sont souvent exposées à une plus grande insécurité d'emploi, et disposent de moins d'avantages, avec les salaires plus bas que leurs homologues masculins. Face à cela, les femmes se rabattent sur les activités de petit commerce autour des marchés ou des petits lieux de commerce. Cependant, la participation des femmes ex-associées est encore plus problématique que celle des femmes membres des communautés hôtes, car l'intégration sociale est loin d'être aisée (Graphique n°2).

Graphique n°2 : Appréciation du niveau d'intégration socio-économique des ex-associées



Source : Enquêtes de terrain, 2019

Comme le montre la graphique n°2, dans le Logone et Chari, on peut constater que l'intégration des ex-associés semble meilleure, contrairement à leurs semblables du Mayo-Sava et du Mayo-Tsanaga. Ceci est certainement lié au fait que les mouvements de retours des ex-associés sont plus orientés vers les deux derniers départements, contrairement au premier où ils sont moins présents et moins connus. Les quelques individus qu'on rencontre dans le Logone et Chari sont plus

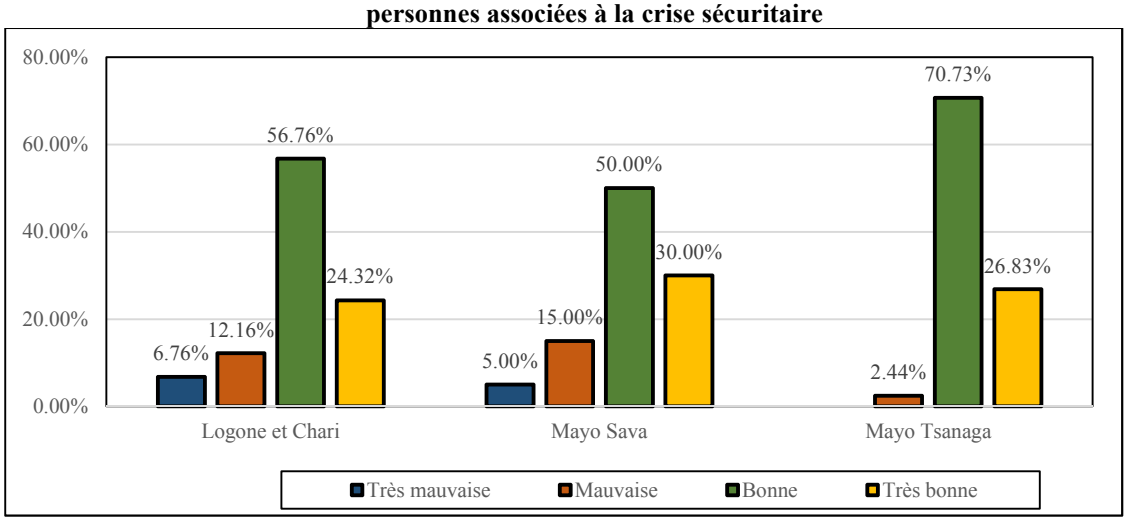
Copyright © Groupe de Recherche Espace, Territoires, Sociétés et Santé

facilement acceptés en communauté d'accueil, car ne voyant pas en eux une réelle menace.

En outre, la densité de la population, ainsi que les activités économiques et de production sont moins denses dans le Logone et Chari par rapport aux deux autres départements où les productions agricoles, les flux commerciaux et les entreprises sont plus abondants.

En revanche, lorsqu'on observe l'appréciation de la cohabitation sociale entre les différentes communautés, on note un certain contraste avec l'intégration économique (Graphique n°3).

Graphique n°3 : Appréciation de la cohabitation entre les membres de la communauté hôte et les personnes associées à la crise sécuritaire



Source : Enquêtes de terrain, 2019

De façon globale il ressort que la cohabitation sociale n'est pas totalement acceptée. On tend néanmoins vers une cohabitation relative entre les personnes associées à la crise et les membres des communautés d'accueil, bien que beaucoup demeurent réticents. Le contraste vient du fait que le problème serait plus économique que social. Il s'agirait plus pour les locaux d'une question de préservation de leurs acquis économiques, d'où la nécessité de connaitre en profondeur les facteurs explicatifs de cette faible réintégration socio-économique des personnes associées aux conflits.

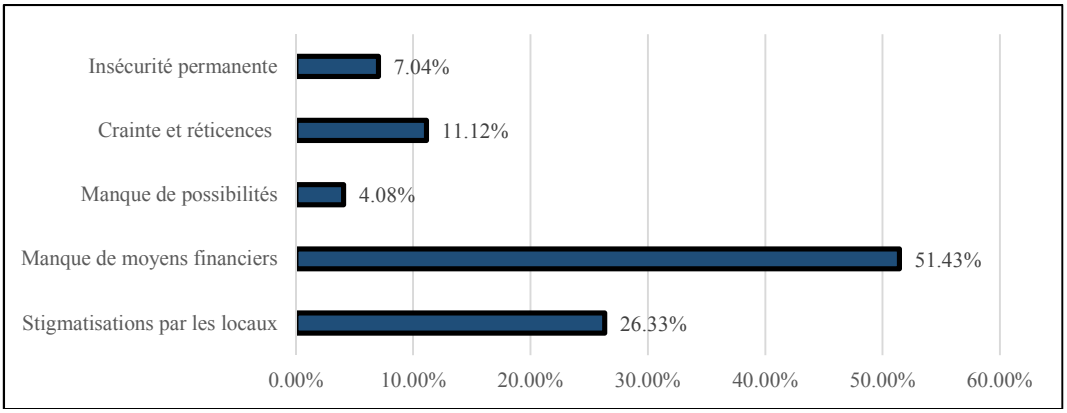
2.3.2. Facteurs limitant l'intégration des femmes ex-associées à la crise

Après avoir réussi à échapper au groupe armé, ou après s'être repenties, les femmes ex-associées doivent faire face à d'autres difficultés dès leur retour en communauté. Elles ne parviennent plus à renouer avec les activités d'antan, ni même à s'intégrer convenablement dans les activités génératrices de revenus, ou à trouver des emplois décents. C'est ce qui explique que sur le plan socio-culturel, les ex-associées qui recherchent une réintégration communautaire privilégient un retour dans leurs terroirs d'origine ou dans des communautés avec lesquelles elles partagent les mêmes habitudes culturelles (langues parlées, religion, traditions, us et coutumes) pour ainsi optimiser leurs chances de s'intégrer facilement et aspirer rapidement à l'exercice d'activités génératrices de revenus, aux côtés de leurs semblables des communautés d'accueil. Cependant en matière de réintégration des personnes associées aux bandes armées, on note une certaine ambivalence de cette approche communautaire de réintégration, car la situation est délicate et

Copyright © Groupe de Recherche Espace, Territoires, Sociétés et Santé

dépend en grande partie de la responsabilité des autorités publiques et militaires. Les communautés d'accueil peinent à les voir comme des repentis, des personnes lavées de tout soupçon. C'est pourquoi malgré que la réintégration soit effective par endroits, elle est globalement faible dans l'ensemble de la zone étudiée. Ainsi, cette recherche s'appuie à la fois sur les dimensions d'ordre économique, social, culturel et sécuritaire pour expliquer les facteurs favorisant la faible intégration des personnes ex-associées, relevés dans le graphique n°4.

Graphique n°4 : Principales raisons justifiant les difficultés d'intégration socio-économiques des femmes ex-associées à la crise sécuritaire



Source : Enquêtes de terrain, 2019

Comme on peut l'observer sur le graphique n°4, les raisons justifiant les difficultés d'intégration socio-économique des femmes ex-associées se situent à plusieurs dimensions.

Sur le plan économique, on note qu'il y'a un manque de moyens financiers chez ces femmes pour pouvoir s'investir dans les activités génératrices de revenus. Elles ont généralement tout perdu dans le conflit, après avoir été enrôlées dans la bande armée. Ayant abandonné leurs activités, elles se retrouvent dans l'incapacité de se relancer à nouveau faute de moyens d'investissement. En outre, on note aussi un manque de possibilités, car l'environnement économique du fait de la crise connait une situation conjoncturelle qui limite l'étendue des activités et même des capitaux pour investissement de la part des opérateurs économiques. Par ailleurs plusieurs marchés ont été fermés du fait des risques permanents de survenance d'attaques. Ceci a notamment contribué à reconfigurer les pôles de commerce et limiter les flux marchands. C'est pour cette raison que les communautés sollicitent la création d'activités génératrices de revenus comme action préalable à la réintégration pour éviter toute forme d'oisiveté et de chômage pouvant susciter chez les ex-associés la tentation de rejoindre à nouveau la bande armée. Pour éviter cela, l'Etat Camerounais a créé par arrêté présidentiel en novembre 2018, un Comité National de Désarmement, de Démobilisation et de Réintégration (CNDDR), dont la mission consiste à organiser, encadrer et gérer le désarmement, la démobilisation et la réintégration des ex-combattants désireux de déposer les armes. En matière de la réintégration économique, l'Etat par ce comité a pour objectif de mener des actions de sensibilisation et d'apporter une assistance

Copyright © Groupe de Recherche Espace, Territoires, Sociétés et Santé

multidimensionnelle aux communautés d'origine aux fins de faciliter la réintégration des ex-combattants, tout comme d'aider à la réinsertion dans la vie civile des ex-combattants, à travers l'organisation, la formation, la mise à disposition d'outils ou moyens de production et l'assistance à la création d'activités génératrices de revenus. Les Organisations internationales (PNUD, UNFPA, OIM), les ONG locales et internationales et les collectivités territoriales accompagnent la volonté étatique à travers des projets de résilience et réintégration économique des ex-associés en mettant en œuvre des initiatives de prises en charge socio-économique des ex-associés avec des appuis et financements pour la création d'activités génératrices de revenus.

Sur le plan socio-culturel, il est à relever que les stigmatisations et méfiances dont font l'objet les femmes victimes de guerres en général, et celles ex-associées en particulier affaiblissent l'intégration. Ces stigmatisations émanent principalement des communautés d'accueil qui, ayant subi les attaques terroristes sur leurs sols, éprouvent de la peine à redonner confiance aux personnes ex-associées, sous prétexte qu'avec elles, les risques sont permanents. En outre les locaux pensent que même si elles sont complètement revenues à de meilleurs sentiments, elles portent néanmoins en elles les stigmates du terrorisme et sont vues comme des personnes souillées, ne pouvant se mélanger aux personnes pures. C'est pour lutter contre toute forme de stigmatisation que les institutions publiques des affaires sociales, les Organisations internationales et les Organisations de la société civile organisent des cadres de concertation entre personnes ex-associés et membres des communautés d'accueil. Sont également exécutés des programmes communautaires de communication, principalement orientés vers les communautés d'accueil afin de promouvoir le dialogue communautaire et la réconciliation et par la même occasion atténuer les tensions entre les groupes sociaux.

Sur le plan psychologique, on peut comprendre que les femmes ex-associées éprouvent elles-aussi quelques réticences à retrouver leur niveau d'intégration tel que connu par le passé au sein de leurs communautés d'origine. Elles sont en effet pour la plupart victimes de traumatismes divers après leurs séjours au sein du groupe armé (violences physiques, viols notamment). Ceci les pousse à être craintives et méfiantes vis-à-vis des locaux, qui selon elles n'auront plus le même regard que par le passé, avant le début des conflits. Elles se disent condamnées à errer, car ne pouvant mener aucune réelle activité génératrice de revenus sans être étiquetées de leurs statut d'ex-associées qui éloignent leurs vis-à-vis. Une concurrence déloyale semble s'installer car, quelle qu'en serait la qualité de leurs compétences, notamment dans le commerce, la restauration ou l'esthétique-habillement, les préférences seront toujours tournées vers d'autres opératrices. Mais pour répondre à cela, les sectoriels d'administration des affaires sociales, Organisations internationales et ONG offrent des services d'assistance mentale et de soutien psychosocial aux ex-associés pour prévenir ou effacer les traumatismes et développer des stratégies d'adaptation et de résilience pour surmonter la détresse vécue par la violence de Boko-Haram.

Une autre raison évoquée est que sur le plan sécuritaire, il règne jusque-là un climat d'insécurité, car le groupe terroriste continue de perpétrer des attaques dans les zones en crise, ce qui empêche aussi bien les locaux que les ex-associées de mener convenablement des activités économiques. Mais il convient de rappeler aussi que cette permanence de l'insécurité conforte le traumatisme des

Copyright © Groupe de Recherche Espace, Territoires, Sociétés et Santé

femmes ex-associées et autres victimes de guerre qui se renferment encore plus sur elles-mêmes. Face à cela, les premières actions du CNDDR consistent justement à mettre en place des sites de cantonnement des ex-combattants et ex-associées, et d'en assurer la gestion (sites de Mémé et Zamay principalement), assurer l'encadrement et leur apporter une assistance multidimensionnelle dans le cadre de leur préparation à un retour à la vie civile.

3. DISCUSSION

L'étude visant à évaluer le niveau de participation économique des femmes ex-associées du groupe Boko-Haram et leur niveau d'insertion sociale dans la région de l'Extrême-Nord Cameroun, a permis d'emblée de déterminer que les femmes sont très vulnérables aux enrôlements dans le groupe Boko-Haram. La bande armée profite de leur niveau d'instruction généralement très faible dans cette partie du Cameroun pour les manipuler avec des promesses d'argent et de fausses idéologies religieuses. D'autres font l'objet également de prises d'otages. Par ailleurs, il a été relevé que les femmes occupent une grande proportion dans les groupes d'ex-associées, car elles bénéficient généralement d'occasions de fuite ou de sauvetage par les forces de sécurité. Ces résultats vont dans le même sens que ceux évoqués par S. Issa (2019, p. 37) qui relève également que le nombre des femmes ex-associées de retour représente le 4/5e de l'effectif et que les filles de 15 à 35 ans adeptes de la religion musulmane en sont les plus représentées. Cela conforte l'idée évoquée dans le cadre de cette étude selon laquelle l'usage de textes religieux est une source importante d'enrôlement des femmes. Cependant, l'auteur révèle aussi que le cas des épouses enrôlées sous la contrainte est le plus récurrent, car beaucoup de femmes ont rejoint leurs maris devenus ex-combattants et d'autres ont été enlevées dans les villages, puis mariées au sein du groupe Boko-Haram. Or cette étude mettait plus en avant les femmes manipulées et utilisées à des fins de kamikazes. En dépit de cela, il demeure que les femmes ayant rejoint leurs maris combattants qui ont ensuite été tués, ne sont pas souvent relâchées, mais utilisées à des fins d'attaques kamikazes. Ce résultat traduit le fait que l'enrôlement des femmes dans les bandes armées s'explique également par des facteurs structurels profonds, liés notamment au faible niveau de scolarisation féminine qu'on rencontre dans la région et qui existait déjà, bien avant le début des conflits.

Par la suite, les résultats de l'étude ont également relevé le fait que malgré un retour massif des ex-associés, leur réintégration socio-économique est loin d'être aisée, notamment à travers les faibles niveaux d'employabilité et une cohabitation limitée avec les communautés d'accueil. Il a été confirmé qu'en situation de crise, ce sont principalement les femmes qui font les frais du redressement, c'est-à-dire qui sont touchées au premier chef par les suppressions d'emplois, la détérioration des conditions de travail et l'accentuation de la précarité (OCDE, 2011, p. 7). C'est ainsi qu'il a été constaté que les activités génératrices de revenus et les emplois en microentreprises sont dès lors de plus en plus limités pour les femmes, du fait des effets de la crise sécuritaire, et c'est en raison de cela que les femmes tendent à se concentrer sur les activités du secteur informel (OCDE, 2007, p. 132-133). Ce qui témoigne précisément le fait que c'est le travail dans l'économie informelle qui offre aux femmes des possibilités d'emploi auxquelles elles n'auraient pas eu accès autrement (S. Chant et C. Pedwell, 2008, p.

Copyright © Groupe de Recherche Espace, Territoires, Sociétés et Santé

15). C'est ce qui démontre aussi les tendances selon lesquelles le fossé entre les femmes et les hommes est encore très loin de pouvoir être comblé, comme préconisé par l'Objectif du Millénaire pour le Développement n°7 portant sur la Promotion de l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (A. Robert, 2011, p. 20).

C'est en considération de ce qui précède que l'étude, pour terminer, a indiqué que l'intégration des femmes ex-associées en communauté se situe à un niveau globalement faible. Les raisons étant liés à leurs niveaux de revenus également très faibles pour pouvoir aspirer à une réelle activité génératrice de revenus, aux méfiances et stigmatisations des locaux, ainsi qu'à l'insécurité qui perdure et qui limite les opportunités d'emplois et les possibilités de mise en œuvre d'activités génératrices de revenus. Ceci a permis de mettre en lumière les faibles capacités de création d'activités génératrices de revenus et un manque d'harmonie entre les femmes ex-associées et leur nouvel environnement social au sein des communautés d'accueil (M. Sourang, A. Beaudoin et É. Carey-Bélanger (1998, p. 306-307). Plusieurs membres des communautés d'accueil demeurent réticents à la réintégration des ex-associés pour la raison qu'ils les perçoivent toujours comme des artisans de la violence. Cette observation est corroborée par les travaux de S. Issa et N. Machikou (2019, p. 7) qui ont relevé que les circonstances entourant l'infiltration des communautés par les insurgés de Boko Haram, les attaques qu'ils ont perpétré au sein de leurs propres communautés, et la complicité présumée d'individus, sont des facteurs conflictuels expliquant l'ambivalence face à la réintégration communautaire d'individus ex-associés. Cela va dans le même sens que cette étude qui s'est appuyée sur les facteurs socio-économiques, psychologiques, culturels et sécuritaires, pour démontrer que le niveau de réintégration socio-économique des femmes ex-associées est globalement faible dans la zone étudiée. Plus loin, ce faible niveau de réintégration sociale constaté témoigne de la complexité des relations sociales entre les groupes communautaires, où les intérêts économiques à préserver semblent plus importants que le sentiment d'appartenance communautaire en lui-même.

CONCLUSION

Les rôles des femmes au sein de la société sont essentiellement dynamiques. La participation des femmes dans les activités socio-économiques évolue mais reste pour l'instant encore à des pourcentages très faibles. C'est ce que tentait de démontrer cette étude qui visait à évaluer le niveau de participation économique des femmes ex-associées et leur niveau d'insertion sociale au sein des communautés d'accueil, afin de comprendre et mesurer l'étendue de l'activité féminine dans un contexte de conflits armés. L'étude se proposait ainsi de mesurer le niveau d'insertion professionnelle des femmes ex-associées au groupe Boko-Haram dans les zones de crise sécuritaire de l'Extrême-Nord Cameroun, d'identifier les activités économiques menées par ces femmes et de connaitre les raisons justifiant leur niveau de participation limité. Il est ressorti de l'étude que le contexte sécuritaire a provoqué des bouleversements économiques réduisant les opportunités d'affaires et d'emplois dans les zones les plus touchées par la crise, à savoir les trois départements choisis pour l'étude que sont les départements du Logone et Chari, du Mayo-Sava et du Mayo-Tsanaga. Les analyses cartographiques ont permis de relever la corrélation entre les conflits et la répartition des personnes ex-associées à la bande armée Boko-haram, traduisant ainsi le fait que les

Copyright © Groupe de Recherche Espace, Territoires, Sociétés et Santé

effectifs de ces personnes sont répartis de manière proportionnelle aux nombres d'attaques dans les zones affectées. Les zones les plus couramment ciblées sont celles qui regorgent également des plus importants effectifs d'ex-associés. Les analyses ont également permis de comprendre que les femmes ex-associées appartiennent principalement aux catégories soit des ex-otages ayant profité d'occasions de fuite pour s'échapper et rejoindre leurs familles, soit des repenties ayant été préalablement manipulées et ayant pris conscience par la suite, ou soit encore des épouses de combattants ayant été tués ou de ceux ayant abandonné les armes.

En s'appuyant sur les expériences et les témoignages à la fois des communautés d'accueil et celles des personnes ex-associées, il en est ressorti que ces personnes ayant abandonné les bandes armées pour aspirer à un retour à la vie normale en communauté, se faisaient facilement enrôler du fait de l'extrême pauvreté et de la manipulation. De retour en communauté, la réintégration, surtout économique, est loin d'être aisée. Le niveau d'employabilité des femmes en général s'est avéré très limité, à raison du tiers de celui des hommes. La situation conjoncturelle affecte encore plus les femmes, car en plus de cela, elles doivent faire face à différentes contraintes affectant leur réintégration et réinsertion économique. C'est le cas des difficultés financières pour d'éventuels investissements, des manques d'opportunités économiques, de la situation d'insécurité qui perdure, mais aussi et surtout des traumatismes psychologiques qu'elles ressentent et des stigmatisations des communautés d'accueil auxquelles elles doivent faire face. Par conséquent, leur participation aux activités économiques s'avère plus limitée par rapport à celle des femmes des communautés d'accueil.

Cette situation appelle les acteurs à continuer d'une part, à mener des efforts pour éradiquer le terrorisme et faire régner la paix et la sécurité afin d'assurer un meilleur environnement socio-économique qui contribuerait à rehausser la participation économique et l'intégration des femmes qui demeurent les premières victimes des conflits armés. D'autre part, il importe également de continuer à sensibiliser les communautés pour améliorer la réconciliation, la cohabitation pacifique et la cohésion sociale, tout en menant des actions qui soient favorables à l'arrêt des stigmatisations et à la réintégration des personnes victimes et ex-associées des bandes armés, en particulier des femmes.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

BERGHEZAN Georges, 2016, *Éradiquer Boko Haram : acteurs multiples,* résultat *incertain*, Note d'Analyse du GRIP, Bruxelles. 24p.

BUREAU INTERNATIONAL DU TRAVAIL, 2012, *Relèvement économique local en situation post-conflit*, Directives/ Bureau international du Travail, Programme de réponse aux crises et pour la reconstruction (OIT/CRISE). - Genève: BIT. 333p.

CHANT Sylvia et PEDWELL Carolyn, 2008, *Femmes, égalité entre les sexes et économie informelle: évaluation des recherches menées par l'OIT et propositions concernant la marche à suivre*, Bureau international du Travail – Genève: BIT. 20p.

CHARMES Jacques, 1996, « La mesure de l'activité *économique* des femmes », in *Genre et développement : des pistes à suivre*, eds LOCOH Thérèse, LABOURIE-RACAPÉ Annie, TICHIT Christine, Documents et manuels du CEPED N°5, Centre français sur la population et le développement (EHESS-

Copyright © Groupe de Recherche Espace, Territoires, Sociétés et Santé

INED-INSEE-ORSTOM-Université Paris VI), p. 35-44.

CONFERENCE DES NATIONS UNIES SUR LE COMMERCE ET LE DEVELOPPEMENT, 2016, *Le commerce au service de l'émancipation économique des femmes*, Publication des Nations-Unies, Genève, 20p.

DEPARTEMENT DES OPERATIONS DE MAINTIEN DE LA PAIX DES NATIONS UNIES, 2010, *Les pratiques de désarmement, démobilisation et réintégration (ddr) de « deuxième génération » dans les opérations de paix une contribution aux discussions « nouvel horizon » sur les défis et les opportunités du maintien de la paix de l'ONU*, Rapport d'étude, BEDICS, 84p.

GUÉRIN Isabelle, 2005, « Femmes et économie : quels enjeux ? Pratiques économiques solidaires : *entre* résistance et justice sociale », Chantiers femmes et économie, 20p.

INSTITUT NATIONAL DE LA *STATISTIQUE*, 2011, *Deuxième enquête sur l'emploi et le secteur informel au Cameroun (EESI 2)*, Rapport principal, 117p.

INTERNATIONAL CRISIS GROUP, (2018), *Extrême-Nord du Cameroun : nouveau chapitre dans la lutte contre Boko Haram,* Rapport Afrique, N°263, 35p.

KADO Atsuyuki et KEMAWOU FOTABONG Isidore, 2018, *Etude des filières économiques et de formation à fort potentiel d'emploi pour les jeunes et les femmes*, Rapport d'étude, PNUD. 111p.

MAJNONI D'INTIGNANO Béatrice, 1999, *Égalité entre femmes et hommes : aspects économiques*, Rapport. Paris, France, 210p.

NTUDA EBODE Joseph Vincent, Mark BOLAK FUNTEH, MBARKOUTOU MAHAMAT Henri et NKALWO NGOULA Joseph Léa, 2017, *Le conflit Boko Haram au cameroun Pourquoi la paix traîne-t-elle? ,* Friedrich Ebert Stiftung, Yaoundé (Cameroun), 36p.

ORGANISATION DE COOPERATION ET DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUES, 2007, « Faciliter l'accès des femmes au marché dans la perspective *d'une* croissance pro-pauvres », in *Vers une croissance pro-pauvres : Orientations à l'intention des donneurs*, Partie 2, 25p.

ORGANISATION DE COOPERATION ET DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUES, 2011, *L'Autonomisation économique des femmes*, Réseau du CAD sur l'égalité hommes-femmes (GENDERNET), Document de réflexion, 37p.

ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL, 2017, *Emploi et questions sociales dans le monde – Tendances pour les femmes*, Genève, Bureau international du Travail, 70p.

ORGANISATION DES NATIONS UNIES, Commission économique pour l'Afrique, 2018, *La crise Boko Haram et ses répercussions sur le développement dans la région de l'Extrême-Nord du Cameroun,* Rapport d'étude, 33p.

ROBERT Alexandra, 2011, *Femmes, environnement et développement durable : un lien qui reste à tisser*, Mémoire de maîtrise en environnement, Centre universitaire de formation en environnement, Université de Sherbrooke, Longueuil, Québec, Canada, 87p.

SAÏBOU Issa, 2019, *Analyse du contexte et de l'état des lieux des ex-associés à Boko Haram dans la Région de l'Extrême-Nord du*

Copyright © Groupe de Recherche Espace, Territoires, Sociétés et Santé

Cameroun de 2013 à septembre 2019, Rapport d'étude, OIM Cameroun, 67p.

SAÏBOU Issa et MACHIKOU Nadine, 2019, « Réintégration des ex-associés de Boko Haram: Perspectives de la région de l'Extrême Nord du Cameroun *»,* Global Center on Cooperative Security, Note politique, 13p.

SOURANG Maimouna, BEAUDOIN André et CAREY-BELANGER Élaine, 1998, « Implication économique et intégration sociale des femmes bénéficiaires caisse d'épargne et de crédit au Sénégal. Service social », 47(3-4), p. 289–316, https://doi.org/10.7202/706803ar

Copyright © Groupe de Recherche Espace, Territoires, Sociétés et Santé

GRETSSA

Groupe de Recherche Espace Territoires Sociétés Santé

ISSN-L : 2617-3085
ISSN-Impr.: 2664-2344

www.retssa-ci.com/gretssa/